

à jugé de son devoir de faire exception à sa ligne générale de conduite et d'intervenir dans la crise du P.C.I. pour essayer de trouver une solution d'organisation urgente qui permette de donner immédiatement au parti le minimum de cohésion nécessaire pour que son action dans les luttes ouvrières soit efficace et aussi pour que cette action permette également au parti de discuter les problèmes politiques sur la base de l'expérience vécue dans cette situation nouvelle. Nous croyons que les événements peuvent contribuer grandement à la solution de la crise du P.C.I., à condition qu'on aide ces événements. L'importance de la situation, sa gravité ont donc amené le S.I. à intervenir auprès du B.P. qui depuis plus de trois semaines était composé d'une seule tendance et auprès des minoritaires qui avaient démissionné du B. P. Le S. I. proposa à tous un programme d'action minimum et des mesures d'organisation permettant de commencer à rétablir la cohésion du parti. Une délégation du S.I. soumit aux membres du B.P. et aux démissionnaires le texte suivant :

Le S. I. ayant discuté sur la situation créée en France à la suite de la grève Renault et sur la situation à l'intérieur du parti considère :

a) Les conditions dans lesquelles a éclaté et se poursuit la grève Renault démontrent qu'on assiste à une poussée de couches importantes du prolétariat français décidées à combattre pour leurs revendications immédiates, longtemps sabotées par les appareils politique et syndical stalinien et réformiste, même en débordant ces derniers.

Cette grève qui a mis en action la fraction clé du prolétariat métallurgiste de la région parisienne a eu, dès le début, des répercussions importantes sur le plan politique et syndical. Elle a obligé, par le fait qu'elle constituait non pas un cas isolé et accidentel, mais un avertissement sérieux sur l'état d'esprit qui règne actuellement dans de larges couches de la classe ouvrière, le parti communiste et la direction stalinienne de la C.G.T. à un tournant brusque de leur politique, visant à leur permettre de reprendre la direction du mouvement spontané des masses, qui se développe en dehors de leur contrôle ; elle a suscité d'autre part des remous profonds dans le prolétariat français et plus particulièrement chez les métallurgistes parisiens vers la généralisation de la lutte revendicative, que les directions stalinienne et réformiste s'efforcent actuellement d'empêcher par tous les moyens.

b) Le P.C.I. se voit, pour la première fois depuis la « libération », entraîné dans une action d'envergure des masses qui peut l'imposer en tant que facteur politique important dans la conscience des milieux avancés du prolétariat français.

Si le parti arrive à réaliser suffisamment l'importance et la signification de cette grève, à miser sur la combativité croissante d'importantes fractions du prolétariat français, qui essaient de s'affranchir de la tutelle stalinienne et réformiste, et s'il concentre l'essentiel de ses forces et de son activité dans l'action des masses, le parti peut espérer réaliser les progrès les plus importants de toute son histoire.

c) Cependant la situation intérieure du parti va à l'encontre des possibilités offertes par la situation objective et la lutte des fractions qui s'accroît dans son sein, risque de le paralyser au moment précis où il a besoin de concentrer le maximum de son énergie dans l'activité extérieure.

Partant de ces considérations générales le S. I. croit de son devoir de s'adresser aussi bien à la direction actuelle du parti qu'aux membres démissionnaires du B.P. et de leur proposer une série de mesures concrètes qui, sans prétendre résoudre radicalement la crise du parti, visent à lui permettre de faire face avec plus de cohésion et d'efficacité, durant la période présente du mouvement de grèves, et à préparer un meilleur climat pour le fonctionnement de la discussion et l'action future du parti.

Il propose concrètement qu'une réunion du B. P. d'une délégation du S. I. et des membres de la minorité démissionnaires du B. P. se tienne immédiatement et adopte les mesures ci-après :

1) Un programme d'action pour le parti durant la période des grèves basé sur les points suivants :

a) Délimitation nette des mots d'ordre revendicatifs basés sur les primes de rendement que la bureaucratie stalinienne

et réformiste met en avant pour trahir encore une fois les réelles revendications des masses.

— Lutte pour le minimum vital et l'augmentation des salaires.

— Agitation dans le présent pour le mot d'ordre de la grève générale dans la métallurgie et propagande pour le mot d'ordre de la grève générale, pour une augmentation générale des salaires de tous les ouvriers.

b) Partant de la considération qu'aucune grève sérieuse dans la période présente ne peut rester pour longtemps sur un plan purement économique, mais devient rapidement un grand événement politique, mettant en danger la stabilité économique et politique de la bourgeoisie, le Parti doit accroître au maximum sa combativité pour accélérer la maturation politique et révolutionnaire des ouvriers en lutte, en liant constamment les revendications économiques aux revendications transitoires et politiques ; le contrôle ouvrier sur la production, le contrôle populaire sur le ravitaillement, la lutte contre les menées réactionnaires gaullistes (propagande de l'idée des milices ouvrières) ; la propagande du mot d'ordre du gouvernement ouvrier, appliquant un véritable programme ouvrier, appuyé et contrôlé par les masses.

Aux socialistes qui s'accrochent au gouvernement avec les réactionnaires, le parti répond en appelant les ouvriers socialistes à imposer la rupture de la coalition avec la bourgeoisie.

Aux staliniens qui se défendent d'avoir cessé d'être un parti de gouvernement bourgeois, et qui vont marchander leur rentrée dans un nouveau gouvernement de coalition, le Parti répond en appelant les ouvriers staliniens à lutter côte à côte avec tous les ouvriers pour un gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes qui appliquera le programme ouvrier de l'augmentation des salaires, du contrôle ouvrier, des nationalisations sans indemnité, des milices ouvrières et qui sera appuyé et contrôlé par les masses.

Le Parti ne peut pas cesser dans la situation actuelle de lancer son accusation capitale, contre les directions traîtres, en démontrant aux ouvriers qu'elles n'osent pas gouverner sans la bourgeoisie et appliquer un programme ouvrier minimum.

c) Il ne s'agit ni de minimiser ni d'exagérer, dans la situation présente du Parti, l'importance de la tactique du Front unique. Le Parti appelle constamment à l'unité d'action du prolétariat. Mais il ne peut pas sérieusement, à l'étape actuelle, se fixer comme but stratégique d'exercer une influence sur la base des partis stalinien ou réformiste par des propositions à ces partis, en vue de créer le Front unique avec eux.

Le Parti, tout en préconisant constamment l'unité d'action du prolétariat, fait toutes les propositions de front unique aux autres organisations ouvrières dans des cas concrets, et pour des objectifs limités qui correspondent aux revendications et aux désirs des ouvriers. En ce sens la tactique du front unique peut devenir une arme supplémentaire pour démasquer le stalinisme et le réformiste dans l'action.

d) De quelque façon que se termine la grève Renault, elle laissera une expérience positive chez les ouvriers métallurgistes et dans tout le prolétariat français, que le parti doit s'efforcer d'exploiter à fond en expliquant avec tout son mordant le mécanisme de trahison des staliniens et des réformistes et en soulignant la leçon tactique principale de cette grève : la nécessité de la généralisation des luttes contre le freinage et la trahison des directions stalinienne et réformiste.

2) L'application efficace de ce programme minimum implique, de l'avis du S. I., les deux mesures organisationnelles suivantes :

a) La rentrée des membres démissionnaires du B. P. dans le B. P. et la réoccupation de leurs postes antérieurs.

b) La réorganisation de la rédaction de « La Vérité », en lui assurant une direction politique inspirant une confiance à tout le parti, et le concours de camarades expérimentés et capables de faire passer à travers elle une ligne politique claire, selon l'esprit de cet accord.

Le 7 mai 1947,

Le Secrétariat International.

UN ACCORD POSSIBLE

Après plusieurs heures de discussion, un accord paraissait pouvoir être établi sur ce texte et les camarades présents si-

gniaient le procès-verbal suivant de cette discussion :
Sur convocation expresse du S. I., les camarades J. W. T.,